



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GENERALE

UNEP/CBD/SBSTTA/14/15
5 février 2010

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

ORGANE SUBSIDIAIRE CHARGÉ DE FOURNIR DES
AVIS SCIENTIFIQUES, TECHNIQUES ET
TECHNOLOGIQUES

Quatorzième réunion

Nairobi, 10-21 mai 2010

Point 4.5 de l'ordre du jour provisoire*

INITIATIVE TAXONOMIQUE MONDIALE : RESULTATS ET LEÇONS TIREES DES EVALUATIONS DES BESOINS REGIONAUX EN MATIERE DE TAXONOMIE ET RECENSEMENT DES PRIORITES

Note du Secrétaire exécutif

RESUME ANALYTIQUE

A sa sixième réunion, la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique avait adopté le programme de travail de l'Initiative taxonomique mondiale (GTI) (décision VI/8, annexe), pour apporter le soutien nécessaire aux autres programmes de travail de la Convention dans les domaines thématiques et les questions intersectorielles.

Lors de sa neuvième réunion, la Conférence des Parties avait identifié des "éléments livrables axés sur les résultats" pour chacune des activités du programme de travail de la GTI (décision IX/22, annexe). Le produit 1.2.1 des éléments livrables appelle à l'achèvement, avant la fin de l'année 2009, d'au moins une évaluation des besoins régionaux, dans une sous-région des Nations unies, intégrée à la mise en œuvre d'un domaine thématique ou d'une question intersectorielle de la Convention sur la diversité biologique.

Au paragraphe 15 de la décision VIII/3, la Conférence des Parties priait le Secrétariat d'organiser, avec le soutien des organisations pertinentes et de donateurs, un séminaire sur le développement de projets destiné principalement aux pays qui ont déjà identifié leurs besoins en matière de taxonomie ou qui ont présenté des propositions de projets pilotes dans le cadre de l'Initiative taxonomique mondiale.

Voici, en résumé, les résultats des évaluations des besoins et des enseignements tirés:

(a) A la fin 2006, 41% des Parties avaient indiqué avoir procédé à une évaluation de leurs besoins nationaux en matière de taxonomie. Des ateliers de travail sur l'Initiative taxonomique mondiale (GTI) avaient été organisés en Afrique, en Amérique centrale, en Asie et en Océanie;

(b) Un point essentiel ressort de nombreuses évaluations nationales et régionales ; il s'agit de l'établissement de nomenclatures des espèces connues, déclinées dans leurs noms scientifiques et vernaculaires dans les langues locales, et d'autres renseignements complémentaires tels que la répartition géographique, la densité, le risque d'extinction, la conservation, le caractère envahissant/de nuisance, l'importance socio-économique et d'autres données de contexte pertinentes;

(c) Le développement de projet, dans les pays où les besoins en taxonomie ont été réalisés, est à l'état embryonnaire ; c'est le cas des sous-régions d'Afrique et de l'Asie de l'Est et du Sud-Est;

(d) Les progrès relatifs aux éléments livrables axés sur les résultats sont variables. Dans certains cas, la mise au point de systèmes coordonnés d'information taxonomique, tels que des listes à accès libre partout dans le monde, des données numérisées sur les spécimens et des renseignements sur support informatique, les résultats étaient au-delà des objectifs fixés. Dans d'autres, tels que, par exemple, l'information devant renseigner la prise de décision dans les domaines thématiques de la Convention, les progrès ont été plutôt maigres;

(e) En revanche, des progrès appréciables ont été enregistrés dans la conception d'approches innovantes visant à faciliter l'établissement d'inventaires et le contrôle des éléments constitutifs de la biodiversité ou taxons, tels que l'établissement de codes-barres génétiques¹. Pour affiner les codes-barres génétiques, en tant qu'outil d'inventaire et de contrôle, la collaboration internationale – aux niveaux régional et mondial – est nécessaire, les accords pouvant être réalisés dans le cadre de la législation sur l'accès et le partage des avantages,² les conditions idoines de stockage pouvant être introduites par les institutions détentrices des collectes pour conserver l'ADN, la fourniture par ces institutions de l'accès aux spécimens en leur possession et la disponibilité de taxonomistes pour fournir des informations sur la classification ;

(f) Il est nécessaire de renforcer les initiatives de création de capacités afin de pouvoir disposer d'une expertise taxonomique adéquate pour les grands groupes de taxons, dont les invertébrés et les micro-organismes, dans toutes les régions y compris les petits Etats insulaires en développement, afin d'appuyer la mise en œuvre de la Convention;

(g) Des progrès ont été réalisés dans la création d'un fonds spécial pour l'Initiative taxonomique mondiale. Sa gestion, ses objectifs et son plan marketing ont été étudiés par les parties concernées en juin 2009. L'objectif reste la création d'un tel fonds en 2010.

Une première mouture de cette note a été postée pour observations du 5 au 20 décembre 2009 sous la notification n° 2009-156 ; les observations pertinentes y ont été intégrées.

RECOMMANDATIONS SUGGEREES

L'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (SBSTTA) pourrait souhaiter recommander que la Conférence des Parties adopte une décision dans les termes suivants:

¹ Le code-barres génétique est une technique qui permet de définir les caractères d'espèces d'organismes en utilisant une courte séquence d'ADN sur une position standard et convenue du génome. Exemple : la région de la sous-unité mitochondriale 1 de la cytochrome C oxydase (COI) est retenue comme la région code-barre standard pour les animaux pluricellulaires. La technique du code-barre génétique permet une identification rapide des espèces grâce à des procédés de laboratoire peu coûteux. Aujourd'hui on peut obtenir une telle identification en 90 minutes au prix de 2 à 5 dollars US seulement. Cette technique peut aider les non-taxonomistes à identifier des espèces dans, par exemple, des projets de conservation, pour lutter contre les plantes nuisibles à l'agriculture, identifier des espèces exotiques envahissantes et des vecteurs de maladies, repérer le commerce illicite de matériaux obtenus sur le marché ou pour contrôler la qualité de l'eau. Selon les systèmes BOLD (v.2.5), 989 177 spécimens, 98 215 espèces animales, végétales et de champignons ont fait l'objet d'un codage à barres, à la date de novembre 2009. Pour en savoir davantage, consulter: <http://www.barcoding.si.edu/>

² www.cbd.int/doc/meetings/abs/abswg-08/information/abswg-08-inf-06-en.doc.

La Conférence des Parties

1. *Reconnaissant* les modestes progrès réalisés dans les évaluations des besoins nationaux en matière de taxonomie, *exhorte* les Parties et d'autres Gouvernements à procéder à l'évaluation des besoins en matière de taxonomie, en accordant une attention particulière aux besoins des utilisateurs finaux, ainsi qu'à l'évaluation des capacités nécessaires aux niveaux national, régional et mondial, si de telles évaluations n'ont pas encore été menées;

2. *Reconnaissant* les progrès réalisés, à l'échelle mondiale, dans la détermination des besoins prioritaires en matière de taxonomie pour la gestion des espèces exotiques envahissantes, *encourage* les Parties, d'autres Gouvernements et organisations compétentes, à définir des priorités dans les domaines thématiques et les questions intersectorielles de la Convention, en tenant compte des besoins régionaux en taxons et en capacités, suivant les exemples de bonnes pratiques de BioNET-INTERNATIONAL;

3. *Encourage* les Parties et d'autres organisations compétentes à fournir les données pertinentes en réponse aux besoins en information identifiés comme priorités nationales et régionales dans les évaluations et ailleurs, tels que l'information et l'expertise nécessaires à la gestion des espèces exotiques envahissantes et des espèces menacées d'extinction ;

4. *Prie* le Secrétaire exécutif d'organiser, avec l'aide du Mécanisme de coordination de l'Initiative taxonomique mondiale et en collaboration avec les organisations internationales compétentes, des séminaires de développement de projets dans toutes les sous-régions, en s'inspirant du séminaire tenu à Nairobi en novembre 2009, et d'élaborer des outils pour compléter le Guide à l'Initiative taxonomique mondiale en vue de faciliter davantage le montage de projets finançables ;

5. *Exhorte* les Parties et d'autres Gouvernements à approuver les propositions de projets relatives à l'Initiative taxonomique mondiale, et qui s'inscrivent dans leurs stratégies et plans d'action nationaux sur la biodiversité (SPANB), préparées en collaboration avec les organisations et réseaux partenaires nationaux, régionaux et mondiaux, afin de faciliter le processus de financement par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et d'autres donateurs;

6. *Note* que les capacités existantes ne suffisent pas pour répondre aux besoins indétifiés au niveau national, et *encourage* les Parties et d'autres Gouvernements à aider à faciliter le renforcement de ces capacités, en collaboration avec les réseaux mondiaux, régionaux et sous-régionaux, en donnant accès aux connaissances et au patrimoine taxonomique, en renforçant les activités de collecte, dans les pays, de spécimens référencés, de codage en barres et de stages de formation destinés tant aux utilisateurs de l'information taxonomique qu'aux jeunes taxonomistes professionnels;

7. *Sachant* que les conditions nationales permettant le mouvement du matériel biologique à travers les frontières ne sont pas toutes harmonisées, y compris pour la recherche à des fins non commerciales, *exhorte* les Parties et *invite* les autres Gouvernements et organisations compétentes à réfléchir à des conditions appropriées, dans le cadre d'un régime international d'accès et de partage des avantages, en vue d'optimiser la collaboration scientifique et faciliter le transfert de technologie dont, entre autres, la recherche taxonomique à base de séquences ADN;

8. *Reconnaît* que le nombre de taxonomistes professionnels ne cesse de diminuer, et que l'accumulation rapide d'informations ADN nécessitera l'expansion de l'expertise taxonomique pour tirer le plus grand profit du potentiel d'application des nouvelles technologies aux évaluations de biodiversité, *encourage* les Parties et d'autres Gouvernements à renforcer les activités des institutions de taxonomie pour leur permettre d'offrir des opportunités d'emploi aux jeunes taxonomistes et de renforcer les capacités taxonomiques pour former des parataxonomistes et d'autres utilisateurs finaux de cette discipline aux plans national, régional et mondial;

9. *Reconnaît également* que les capacités d'inventaire et de contrôle de la biodiversité à l'aide des technologies nouvelles, telles que les codes-barres génétiques et d'autres techniques, ne sont pas suffisantes dans plusieurs parties du monde, *invite* le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et

d'autres donateurs à ré-examiner les domaines prioritaires et les plans de financement pour pouvoir répondre aux besoins en matières de capacités taxonomiques afin de prendre en charge, sur une base scientifique, la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique;

10. *Se félicite* des progrès accomplis dans la création d'un Fonds spécial pour l'Initiative taxonomique mondiale et *salue* avec gratitude le travail de BioNET-INTERNATIONAL, des organisations et réseaux pertinents, et celui des Parties contribuant à l'élaboration et à la promotion de la stratégie de sponsoring et de la campagne mondiale, *encourage* les Parties et *invite* les autres Gouvernements et organisations à répondre à la campagne afin de rendre le Fonds d'affection spéciale opérationnel.

I. INTRODUCTION

1. Au paragraphe 4 de la décision IX/22, la Conférence des Parties a approuvé une série d'éléments livrables axés sur les résultats comme produits pertinents du programme de travail sur l'Initiative taxonomique mondiale et a exhorté les Parties et invité d'autres Gouvernements et organisations compétentes à exécuter les activités inscrites au programme de travail. Dans le même paragraphe, la Conférence des Parties a également prié le Secrétaire exécutif de faire rapport sur les progrès accomplis dans ce sens-là à la dixième réunion de la Conférence des Parties et à une réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques avant la dixième réunion de la Conférence des Parties.
2. Le produit 1.2.1 des éléments livrables axés sur les résultats appelle à l'achèvement d'au moins une évaluation régionale pilote des besoins dans une sous-région des Nations unies, intégrée avec la mise en œuvre d'un domaine thématique ou d'une question intersectorielle de la Convention sur la diversité biologique, avant la fin de l'année 2009, et note que les résultats et les leçons tirées pourraient être soumis à la quatorzième réunion de l'Organe subsidiaire et diffusés par le biais du centre d'échanges.
3. Au paragraphe 15 de la décision VIII/3, la Conférence des Parties priait le Secrétaire exécutif d'organiser, avec le soutien des organisations pertinentes et de donateurs, un séminaire sur le développement de projets destiné principalement aux pays qui ont déjà identifié leurs besoins en matière de taxonomie ou qui ont présenté des propositions de projets pilotes dans le cadre de l'Initiative GTI.
4. La partie II de la présente note rend compte de la mise en œuvre des éléments livrables axés sur les résultats, notamment des progrès relatifs au produit 1.2.1; la section III passe en revue les progrès accomplis en matière de développement de projets pour satisfaire les besoins recensés, y compris le séminaire sur le développement de projets initié par le Secrétaire exécutif; la section IV comprend des conclusions présentées sous forme de leçons tirées.

II ETAT DE REALISATION DES ELEMENTS LIVRABLES AXES SUR LES RESULTATS, NOTAMMENT DU PRODUIT 1.2.1 SUR LES EVALUATIONS DES BESOINS REGIONAUX ET MONDIAUX EN MATIERE DE TAXONOMIE

5. Diverses activités ont été menées dans le cadre du programme de travail sur l'Initiative GTI. Le tableau figurant aux pages 13 à 18 ci-dessous résume les progrès tels que signalés par des membres du Mécanisme de coordination de l'Initiative GTI et d'autres sur les éléments livrables axés sur les résultats approuvés par la Conférence des Parties à la décision IX/22. Des rapports spécifiques sur les évaluations des besoins en matière de taxonomie sont présentés ci-après.

A. *Au niveau national*

6. Plusieurs Parties ont déjà recensé leurs besoins en matière de taxonomie et de capacités. L'information recueillie dans les rapports nationaux et thématiques, les ateliers régionaux et les SPANB est compilée au document suivant : www.cbd.int/doc/programmes/cro-cut/gti/gti-needs-summary-en.pdf et résumée ici : www.cbd.int/gti/needs.shtml.
7. Les trois cycles de rapports nationaux montrent qu'à l'année 2006, quelques 79 pays (41% des Parties) avaient recensé leurs besoins nationaux en matière de taxonomie. Aucune autre évaluation des besoins nationaux n'a été signalée après 2006. La majorité des Parties ont fait savoir que leurs évaluations des besoins étaient à une phase préliminaire, voire à l'état d'embryon; les besoins n'ont pas été donnés avec assez de détail pour permettre une analyse claire des priorités. En outre, les formats des évaluations ne sont ni harmonisés ni uniformisés, ce qui rend difficile tout essai de fusion des informations et données des résultats des évaluations nationales afin de déterminer les besoins les plus importants sur les plans régional ou mondial.

8. Selon les rapports nationaux, les faibles progrès enregistrés dans les évaluations des besoins nationaux en matière de taxonomie sont dus à l'absence d'expertise nationale en la matière.

B. Au niveau régional

9. Au niveau régional, les observations suivantes peuvent être faites pour ce qui concerne le produit 1.2.1:

(a) Des évaluations régionales et sous-régionales préalables des besoins et/ou des capacités ont été effectuées en Amérique centrale (UNEP/CBD/SBSTTA/6/INF/4/Add.1), en Afrique (faisant partie de l'atelier de la GTI tenu en 2001 et du projet du Réseau de diversité botanique d'Afrique australe (SABONET) en 2002), en Asie et en Océanie (comme partie du premier et du second atelier régional de la GTI organisés pour l'Asie-Pacifique en Malaisie en 2003 et en Nouvelle-Zélande en 2004 (UNEP/CBD/SBSTTA/9/INF/17)) et, s'agissant des organismes pathogènes des végétaux et des arthropodes, dans les pays membres de l'ASEAN en octobre 2001 et mai 2002, dans le cadre des activités conjointes BioNET-ASEANET/Australie. Entre 1993 et 2004, des Parties et d'autres Gouvernements avaient également procédé à une organisation préliminaire en priorités des besoins recensés lors de la mise sur pied des partenariats LOOP (*Locally Owned and Operated Partnerships*) régionaux affiliés à BioNET-INTERNATIONAL. Les ateliers régionaux de la GTI ont permis d'enclencher l'évaluation des besoins nationaux, dans les pays en développement notamment. SABONET a identifié, par exemple, les besoins en matière de taxonomie suivants:

- (i) Actualisation des listes des noms corrects de l'ensemble de la flore d'Afrique australe;
- (ii) Etablissement de listes normalisées des espèces contenant les éléments suivants:
 - a. Les espèces endémiques; les espèces sur la liste rouge; les espèces exotiques; les espèces envahissantes/mauvaises herbes;
 - b. L'état de conservation; les espèces à valeur économique; les plantes médicinales;
- (iii) Des systèmes d'information botaniques intégrés sur Internet assortis d'images numériques, des noms scientifiques y compris leurs synonymes, leur distribution, les spécimens et la littérature taxonomique;
- (iv) Expansion des collections d'herbiers et implication des agences de conservation et des taxonomistes amateurs;
- (v) Service d'identification des plantes; et
- (vi) Formation générale pour les parataxonomistes, les guérisseurs traditionnels et d'autres avec des modules extensifs;

(b) Concernant le produit 1.2.1, émanant de la décision IX/22, deux évaluations régionales ont été réalisées par BioNET-INTERNATIONAL. BioNET-PACINET (le partenariat des Îles du Pacifique pour la taxonomie, animé par l'Université du Pacifique-Sud, le Secrétariat de la Communauté du Pacifique et le Programme environnemental de la région du Pacifique-Sud) a recensé les besoins des parties prenantes. Dans la sous-région de l'Afrique de l'Est, une évaluation régionale a été effectuée par BioNET-EAFRINET, pour le compte du projet BioNET-INTERNATIONAL - Taxonomie pour le développement en Afrique de l'Est (UVIMA), avec le soutien du Kenya, de l'Ouganda de la République-unie de Tanzanie, de la Suède et de la Suisse. Cette évaluation a permis de faire le point sur les besoins des utilisateurs finaux en rapport avec les espèces exotiques envahissantes, les pollinisateurs et les organismes nuisibles aux végétaux, en exploitant les résultats des évaluations antérieures des Réseaux de taxonomies botaniques et zoologiques d'Afrique de l'Est (BOZONET) GEF PDF-B dans la région;

(c) Le projet BOZONET, soutenu par le Fonds pour l'environnement mondial, a réalisé des interviews et des questionnaires, qui étaient ensuite traités par des consultants d'Éthiopie, du Kenya, d'Ouganda et de la République-unie de Tanzanie en 2006, et a organisé un atelier sur les besoins en matière de taxonomie, de capacités, et sur les enseignements tirés des activités de SABONET et d'autres;

(d) Cette étude a permis de conclure que les principaux utilisateurs de taxonomie ne sont pas uniquement ceux engagés dans la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique mais également des organisations internationales chargées des questions de santé (OMS), de l'alimentation (FAO), du commerce (OMC, IPPC) et de la conservation (CITES, CMS);

(e) L'évaluation des besoins pour ce qui concerne les organismes pathogènes des plantes et les arthropodes dans les pays de l'ASEAN a été réalisée en 2001 et 2002 par BioNET-ASEANET et CAB International avec le soutien de l'Australie. Elle a été suivie par une étude sur les capacités de protection des végétaux en Asie du Sud-Est, en collaboration avec le Centre régional d'Asie du Sud-Est de CAB International. Une série d'activités de renforcement des capacités a débouché sur une coopération avec l'Australie, le renforcement des collections et de l'information utiles pour la gestion des espèces exotiques envahissantes, des plantes nuisibles et des pollinisateurs et viennent soutenir les mesures phytosanitaires et sanitaires/de biosécurité et les objectifs de la Convention sur la diversité biologique;

(f) Les premier et deuxième ateliers régionaux de l'Initiative taxonomique mondiale pour l'Asie-Océanie, ont été organisés à Putrajaya (Malaisie) en 2002, et à Wellington (Nouvelle-Zélande) en 2004 (UNEP/CBD/SBSTTA/9/INF/17). Ils ont permis de recenser les besoins en matière de taxonomie de la région dans les domaines suivants: espèces exotiques envahissantes; espèces menacées d'extinction; biodiversité agricole; biodiversité marine et côtière; biodiversité des eaux intérieures; connaissances traditionnelles; accès et partage des avantages; approche à la biodiversité fondée sur l'écosystème et la gestion des aires protégées;

(g) Le rapport du premier atelier régional pour l'Asie de l'Initiative GTI, qui s'est tenu en 2002, soutient que les questions sont mieux traitées au niveau régional que national car les espèces et les écosystèmes s'étendent au-delà des frontières nationales et la coopération régionale est mieux indiquée pour identifier et solutionner les problématiques car celles-ci requièrent un effort concerté. De même, les ressources peuvent être optimisées aux niveaux régional ou sous-régional pour éviter tout double emploi et agir d'une manière efficace et scientifique (UNEP/CBD/SBSTTA/9/INF/17);

(h) Au second atelier de la région Asie-Pacifique sur l'Initiative GTI, cinq propositions de projets avaient été préparées, avec l'intention d'en demander le financement au Fonds pour l'environnement mondial, entre autres. Ces cinq propositions sont:

- (i) Inventaire, évaluation et surveillance de la biodiversité agricole en Asie du Sud-Est et de l'Est: renforcement des capacités des institutions régionales;
- (ii) Bâtir des fichiers informatiques nationaux et régionaux des noms scientifiques et vernaculaires de la taxonomie et de la biodiversité pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique des Îles du Pacifique;
- (iii) Bâtir des fichiers informatiques nationaux et régionaux des noms scientifiques et vernaculaires de la taxonomie et de la biodiversité pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique de l'Asie et améliorer les moyens de subsistance des populations rurales;
- (iv) Etablir un inventaire régional de la biodiversité des eaux douces en Asie-Océanie;
- (v) Former des taxonomistes et des parataxonomistes aux organismes terrestres pour une utilisation rationnelle de la biodiversité en Asie-Océanie.

10. En dépit des efforts pour mener des projets dans la région, aucune des propositions citées plus haut n'a été financée. Tenant compte de l'échec du développement de projet, le Centre de biodiversité de l'ASEAN, avec le soutien de la Communauté européenne, de la France et du Japon, a organisé un atelier

régional ASEAN+3 sur l'Initiative taxonomique mondiale intitulé « Evaluation des besoins et mise en réseau » en mai 2009, afin de recenser plus systématiquement les besoins en services et informations taxonomiques et de les prioriser pour la mise en œuvre de la Convention.

11. L'atelier a conclu que l'information sur les espèces, avec mise à jour de la taxonomie, doit être reliée à l'information sur l'endémisme, l'état de conservation, le statut écologique, la répartition géographique, le caractère envahissant et la valeur économique ; ces informations doivent être produites en anglais et dans les langues locales. Le cas échéant, le recours à des ressources sur Internet pour combler les lacunes en information dans la région est une solution envisageable. Des sources d'information telles que le Système mondial d'informations sur la biodiversité,³ l'Encyclopédie du vivant⁴ et la Bibliothèque du patrimoine de la biodiversité⁵ ont été recommandées.

12. Une évaluation taxonomique régionale pour les Îles du Pacifique, réalisée par BioNET-PACINET en 2009, a relevé l'importance de la taxonomie dans les langues vernaculaires et l'association des détenteurs autochtones de savoirs taxonomiques dans le traitement de problématiques telles que les espèces envahissantes et les espèces figurant sur la liste rouge.

C. Au niveau mondial

13. S'agissant du produit 1.3.1 de la décision IX/22, relatif à la finalisation des évaluations mondiales des besoins en matière de taxonomie, une évaluation à l'échelle mondiale a été réalisée en 2008 par BioNET-INTERNATIONAL et le point focal de la GTI du Royaume-Uni au niveau du Musée d'histoire naturelle. Cette évaluation a porté principalement sur la gestion des espèces exotiques envahissantes et a reçu le soutien du Royaume-Uni, de la Suisse et du Programme mondial sur les espèces envahissantes (GISP). Le rôle de la taxonomie en matière de prévention, de détection, d'éradication et de contrôle a été examiné et intégré aux mesures de gestion identifiées dans le document GISP intitulé *"Invasive Alien Species: A Toolkit for Best Prevention and Management Practices"*. Cette évaluation a permis d'identifier trois grands types de besoins:

(a) *Utilisateurs finaux*: les produits et services taxonomiques dont ont besoin les non-taxonomistes pour la gestion des espèces exotiques envahissantes;

(b) *Au sein des institutions*: les capacités taxonomiques, les données et la priorisation au sein des institutions pour livrer ces services;

(c) *Inter-institutions*: les activités et la priorisation des besoins à un niveau au-dessus des institutions individuelles pour leur permettre d'intervenir selon le besoin.

14. L'évaluation a conclu qu'il était essentiel d'innover dans la livraison de services taxonomiques aux utilisateurs finaux si l'on veut lutter avec diligence contre la menace que posent les espèces exotiques envahissantes. Il s'agit aussi de faire le meilleur usage des capacités disponibles mais la plupart des pays, surtout ceux en développement, manquent cruellement de capacités taxonomiques pour aider à la gestion des espèces exotiques envahissantes; dans les pays développés, on assiste à un déclin préoccupant de l'expertise dans cette discipline.

15. La formation d'experts en taxonomie, indispensables pour créer des produits, tels que les outils d'identification pour les utilisateurs finaux, revêt une importance particulière. Les institutions et les parties qui financent doivent reconnaître que les espèces exotiques envahissantes sont une priorité et que ces institutions taxonomiques doivent proposer des produits et des informations pour lutter contre ces espèces.

15. Pour ce qui concerne les besoins en matière de taxonomie, dans des écosystèmes et taxons particuliers, l'évaluation réalisée par le Musée d'histoire naturelle – en sa qualité de point focal national

³ www.gbif.org

⁴ www.eol.org/

⁵ www.biodiversitylibrary.org/

du Royaume-Uni sur l'Initiative taxonomique mondiale – en 2006⁶ a montré que la majorité des institutions taxonomiques qui ont répondu à l'enquête menaient des activités de conservation dans les écosystèmes terrestres (la moitié des institutions interrogées), des eaux intérieures (1/3), forestiers (1/3), marins (1/3) et agricoles (1/3). La moitié des institutions interrogées ont répondu avoir travaillé dans les aires protégées. En revanche, les écosystèmes insulaires, des terres arides et sub-humides et des zones urbaines n'ont été étudiés que par un nombre limité (1/4 à 1/7) des institutions taxonomiques du Royaume-Uni.

16. Peu d'institutions taxonomiques travaillent dans des domaines intéressant les espèces exotiques envahissantes ou les micro-organismes, si on les compare à celles qui interviennent sur les plantes vasculaires, les oiseaux, les mammifères et les invertébrés terrestres. En outre, comparées aux espèces terrestres et d'eau douce, les espèces marines n'ont pas été bien couvertes par les institutions selon le rapport du Royaume-Uni. Les évaluations des besoins entreprises en Asie (UNEP/CBD/SBSTTA/9/INF/17) indiquaient également que le nombre de taxonomistes qui travaillent sur les micro-organismes et les petits invertébrés était très réduit. Bien que provenant d'une source d'informations limitée, la carence en expertise semble concerner les micro-organismes et les invertébrés des écosystèmes marins et les espèces exotiques envahissantes.

III PROGRES DANS LE DEVELOPPEMENT DE PROJETS POUR SATISFAIRE LES BESOINS RECENSES

17. Le développement de projets pour l'Initiative taxonomique mondiale en est encore à ses débuts même si des exemples de développement de projets réussis ont été relevés dans les quatrième rapports nationaux d'Australie, de Croatie, d'Estonie, de Finlande, d'Inde, du Liberia, de Malaisie, de Mongolie, du Soudan, du Sri Lanka et du Yémen où des enveloppes financières avaient été accordées à la recherche taxonomique ou des formations ont été effectuées dans le domaine. Il est à noter que la plupart de ces pays ont réalisé leurs évaluations des besoins ou avaient rejoint les processus antérieurs d'évaluations régionales.

18. Vingt-neuf institutions taxonomiques en Europe, en Amérique du Nord et dans la Fédération de Russie ont été rattachées au réseau *European Distributed Institute of Taxonomy (EDIT)*. L'EDIT organise des ateliers de travail, des actions de formation, dresse des inventaires de biodiversité et conçoit des logiciels et des applications informatiques pour les professionnels et les amateurs. L'EDIT intervient sur plusieurs axes dont la constitution de partenariats avec la communauté de protection et de conservation de la nature et produit des outils de conception et développe des sites-portails d'information sur la biodiversité.

19. Le Recensement de la vie marine (*Census of Marine Life*),⁷ un réseau mondial de chercheurs de plus de 80 pays intervenant dans l'initiative scientifique pour évaluer et expliquer la diversité, la répartition et l'abondance de la vie dans les océans, entre 2000 et 2009, compte établir, pour la première fois, une liste mondiale complète de toutes les formes de vie en mer. Depuis le lancement de ce Recensement en 2000, les chercheurs ont pu ajouter quelques 5 600 espèces nouvelles à ces listes.

20. Conformément à la décision VIII/3, paragraphe 15, et dans le sillage des résultats cités aux paragraphes 9 (c)-(h) ci-dessus, et tenant compte de l'Appel à l'action pour la biodiversité lancé à Kobé par les Ministres de l'environnement du G8 en 2008,⁸ le Japon a lancé l'initiative régionale dénommée « Initiative d'information sur la biodiversité en Asie du Sud-Est et de l'Est (ESABII) » en janvier 2009, en consultation avec les Gouvernements de Brunei-Darussalam, du Cambodge, de Chine, d'Indonésie, de la République populaire et démocratique Lao, de Malaisie, de Mongolie, de Myanmar, des Philippines, de la République de Corée, de Singapour, de Thaïlande et du Vietnam. En collaboration avec des institutions

⁶ www.cbd.int/doc/programmes/cro-cut/gti/gti-needs-uk.pdf

⁷ Le premier Recensement de la vie marine a été rendu public au symposium scientifique qu'avait abrité le Museum d'histoire naturelle de Londres le 4 octobre 2010. Voir : <http://www.coml.org/>

⁸ <http://www.env.go.jp/en/focus/attach/080610-a3.pdf>.

taxonomiques de la région, l'ESABII compte rendre l'information sur la biodiversité de la région plus accessible et applicable à la mise en œuvre de la Convention, et aidera à la création des capacités taxonomiques par la mise en œuvre de projets régionaux.

21. Un atelier sur le développement de projet pour l'Initiative taxonomique mondiale a été organisé par le Secrétaire exécutif au Musée national du Kenya, à Nairobi, du 16 au 18 novembre 2009 (décision VIII/3 paragraphe 15), avec l'aide du Gouvernement d'Espagne et en collaboration avec BioNET INTERNATIONAL. Cet atelier de travail se proposait de produire des notes conceptuelles pour des projets finançables accordant une certaine attention aux espèces exotiques et aux aires protégées. L'atelier s'est penché sur les priorités des donateurs et identifié où l'information et les compétences en taxonomie étaient demandées pour aider au développement national dans la région Afrique. Les participants avaient échangé des informations avec les personnes-ressources de la Division de la coordination du Fonds pour l'environnement mondial relevant du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE-FEM), ainsi qu'avec des représentants de CAB International, du Programme mondial sur les espèces envahissantes, du Réseau mondial d'information sur les espèces envahissantes (GISIN), du Groupe de spécialistes SSC sur les espèces envahissantes de l'UICN, de l'Agence japonaise de coopération internationale, du Musée d'histoire naturelle de Londres ainsi qu'avec des membres du secrétariat de BioNET-INTERNATIONAL. L'atelier de travail a permis de formuler et d'affiner les propositions de projets les plus importants et, en tant qu'activité de renforcement des capacités, de familiariser les participants avec les techniques de rédaction de propositions.

22. Le Consortium pour le code barre du vivant a tenu un atelier de travail sur le développement de projets, activité menée en marge de sa Conférence internationale, du 7 au 9 novembre 2009 à Mexico City. L'atelier s'est concentré sur le développement de projet en utilisant les techniques de codes à barre génétiques. Il a été relevé que le processus de collaboration internationale en matière de collecte d'échantillons et de codage à barre génétique, qui comprend le séquençage, la mise sur base de données et la communication auprès des utilisateurs, profite notamment aux pays en développement, en ce sens qu'il facilite la mise en œuvre de la Convention. Surveiller l'état de la biodiversité et en dresser l'inventaire, détecter sur les marchés les produits de la viande de chasse d'espèces menacées, la détection précoce des plantes nuisibles à l'agriculture, la formulation de moyens organiques d'action phytosanitaire, la mise en quarantaine, la communication, l'éducation, la sensibilisation du public ont été identifiés comme étant des services taxonomiques potentiels que le codage à barre génétique peut fournir à la collectivité.

23. Un atelier sur le thème "Société et dynamique technologique-Perspectives nationales et mondiales", ayant reçu le soutien du Centre canadien de recherches pour le développement international, a suivi l'atelier mentionné plus haut sur l'Initiative taxonomique mondiale. L'atelier a traité de questions relatives à l'accès et au partage des avantages, dans le cadre du rapport de l'atelier sur "la préservation de l'accès international aux ressources génétiques pour la recherche sur la biodiversité à des fins non commerciales" (UNEP/CBD/WG-ABS/8/INF/6), avec l'intention d'utiliser le code-barre génétique pour identifier un éventail plus large de taxons dans toutes les régions du monde.

24. Les participants avaient lancé un appel pressant aux pays développés et ceux en développement leur demandant d'accorder une attention particulière aux négociations actuelles sur l'accès et le partage des avantages pour la recherche à des fins non commerciales. Des techniques nouvelles telles que le code-barre génétique offrent, aux pays et aux communautés locales, des avantages significatifs puisqu'elles leur permettent de mieux comprendre leur propre diversité biologique, quitte à entreprendre des consultations sur l'utilisation, par les communautés locales, de ces techniques à des fins d'identification et de contrôle.

25. Les ateliers de travail sur l'Initiative taxonomique mondiale, cités aux paragraphes 21-23, ont indiqué que l'amélioration de la communication entre agences et le perfectionnement des actions de formation en matière de rédaction de propositions sont de nature à faciliter le processus de développement de projets et d'approbation des propositions par les Gouvernements concernés avant de les soumettre aux organismes susceptibles de les financer.

26. Au paragraphe 2 de la décision IX/22, la Conférence des Parties s'était félicitée des progrès accomplis en vue de la création d'un fonds spécial pour l'Initiative taxonomique mondiale. Le Musée national d'histoire naturelle de Paris (MNHN) avait accueilli un atelier de travail sur la création d'un partenariat taxonomique mondial doté d'un Fonds d'affection spéciale, à Paris en juin 2009, avec le soutien de l'Union européenne, de la Fondation Total-Suisse, de l'EDIT, de la *Foundation for a New Ethical Business* et du CABI. L'atelier de travail a conclu qu'un tel Fonds d'affection spéciale pour la GTI devrait renforcer la base de la science taxonomique, notamment dans les pays en développement, pour soutenir la réalisation des Objectifs de développement du Millénaire et répondre aux attentes, à l'instar de celle identifiée par l'Economie des écosystèmes et la biodiversité⁹ (TEEB) et les objectifs post-2010 élaborés au titre de la Convention sur la diversité biologique.¹⁰

IV CONCLUSIONS

27. L'évaluation des besoins en matière de taxonomie et des capacités existantes est la première étape du programme de travail sur l'Initiative taxonomique mondiale. Aucune évaluation n'a été effectuée dans 59% des pays. Parmi les pays dont les rapports nationaux indiquent que des évaluations ont eu lieu, la plupart de ces pays en sont au tout début de l'opération d'évaluation ; aucun résultat n'a été fourni.

28. Les retards accusés dans la finalisation des évaluations des besoins en matière de taxonomie dans les pays en développement semblent être dûs aux capacités limitées ; plusieurs évaluations ont recensé les besoins en renforcement des capacités et aucun des besoins des utilisateurs finaux.

29. La plupart des évaluations des besoins en matière de taxonomie les mieux réalisées, à ce jour, identifient clairement les besoins des utilisateurs finaux, lesquels comprennent, entre autres, des informations sur les espèces vitales pour l'environnement et le développement, telles que les espèces exotiques envahissantes. Les éléments livrables susceptibles d'aider ceux des décideurs chargés de la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique et d'autres accords internationaux pertinents, les agriculteurs, les éducateurs, les membres des communautés locales et d'autres non-taxonomistes, représentent des éléments importants de ces évaluations. Il est utile de noter que bon nombre de ces excellentes évaluations ont permis de gagner l'appui et le soutien de membres de réseaux internationaux tels que BioNET-INTERNATIONAL et le Programme mondial sur les espèces envahissantes (GISP), s'inspirant en cela de l'expérience internationale au bénéfice des pays. La coordination de la collaboration inter-institutionnelle et internationale pour fournir les services et les informations taxonomiques requis dépend dans une large mesure d'acteurs engagés tels que BioNET-INTERNATIONAL, le *Consortium pour le code barre du vivant*, le Programme mondial sur les espèces envahissantes, l'*European Distributed Institute of Taxonomy* et d'autres.

30. Les projets destinés à soutenir la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique, dans les pays en développement, et axés sur le démantèlement de l'écueil taxonomique, ont été financés dans une grande mesure par la Belgique (programme de renforcement des capacités en collaboration avec l'Agence belge de coopération au développement), le Japon (l'Initiative d'Asie de l'Est et du Sud-Est d'information sur la biodiversité, citée au paragraphe 20 ci-dessus) et le Royaume-Uni (L'Initiative Darwin¹¹).

31. Le financement des projets requiert que soient entérinés des accords entre institutions, ministères et communautés locales. Souvent, lorsque la communication entre institutions taxonomiques, communautés locales et Gouvernements est médiocre, c'est le développement des projets qui en pâtit. Par ailleurs, de nombreux chercheurs dans des pays en développement avaient tout le mal à rédiger des demandes de subventions pour pouvoir satisfaire les domaines prioritaires définis au préalable et que les donateurs et les organismes de subvention avaient arrêtés au titre de l'aide au développement, au

⁹ <http://www.teebweb.org/ForPolicymakers/tabid/1019/language/fr-FR/Default.aspx>

¹⁰ <https://www.cbd.int/doc/meetings/csab/csab-03/information/csab-03-strategic-plan-01-en.pdf>

¹¹ www.darwin.gov.uk/

détriment du renforcement des capacités scientifiques nécessaires à la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité.

32. Les récents développements dans les applications Web et la taxonomie, utilisant des données de séquençage ADN peuvent accélérer la découverte et l'identification des espèces et soutenir la collaboration entre les institutions taxonomiques des pays en développement et des pays développés. Ils améliorent, également, la communication, l'éducation et la sensibilisation du public aux questions de taxonomie ainsi que sur les espèces découvertes grâce à ces technologies nouvelles. Les programmes internationaux de codage à barres génétique, coordonnées par le *Consortium pour le code barre du vivant*¹², peuvent aider les futurs taxonomistes à évoluer dans leurs carrières et faciliter la participation des communautés locales aux opportunités de conservation et/ou de développement.

33. Des réseaux mondiaux d'information, tels que le Catalogue du vivant, l'Encyclopédie du vivant, le Système mondial d'informations sur la biodiversité, le Système d'information sur la diversité biologique des océans et bien d'autres projets informatiques sur la biodiversité ont joué un rôle très utile en matière d'accès et de production de l'information taxonomique¹³ (Activité 5 relevant des éléments livrables axés sur les résultats pour l'Initiative taxonomique mondiale). Cet effort peut être poursuivi avec le *Group on Earth Observations-Biodiversity Observation Network* à l'effet d'aider les pays à avoir une vue d'ensemble de l'état de la biodiversité, son évolution et les dangers auxquels elle est confrontée.

34. L'élimination de l'écueil taxonomique dépend largement de la mobilisation des capacités nationales dans la collaboration internationale entre taxonomistes et de l'intégration des disciplines non-taxonomiques pour mieux cibler et livrer les bénéfices taxonomiques. La recherche en biodiversité à des fins non commerciales doit être facilitée si l'on veut améliorer les capacités taxonomiques des pays développés et de ceux en développement en leur fournissant les conditions favorables d'accès aux spécimens et à l'information les concernant. Il s'agit d'encourager la création d'un environnement propice pour tirer parti de la collaboration internationale.

35. En dépit des efforts déployés pour développer les capacités taxonomiques aux niveaux national et international, le nombre de taxonomistes formés ne cesse de diminuer. L'Australie a indiqué, dans son quatrième rapport national, qu'elle prévoit de perdre entre 30 et 50% de ses taxonomistes au cours des 15 prochaines années.

36. Bien que de nombreuses bonnes pratiques aient été développées et que de nouvelles technologies soient appliquées de façon effective, il subsiste encore plusieurs obstacles pour valider les résultats, enregistrer les documents et les tenir de façon ordonnée. Il va sans dire que les taxonomistes ne sauraient être remplacés par des outils tels que les codes-barres génétiques et les données Web sur la biodiversité. La masse colossale de données produite par ces nouvelles technologies viendra alourdir la charge de travail de taxonomistes dont les effectifs ne cessent de diminuer. Des actions doivent être entreprises pour réaliser le programme de travail de l'Initiative taxonomique mondiale et, surtout, pour créer des emplois et offrir des mesures d'encouragement aux jeunes taxonomistes.

¹² www.barcoding.si.edu/

¹³ Le nombre total d'espèces décrites dans le monde est d'environ 1 900 000, un chiffre bien supérieur au 1 786 000 donné en 2006. Au niveau mondial, quelques 18 000 espèces nouvelles sont décrites chaque année, et pour l'année 2007, 75% de ces espèces sont des invertébrés, 11% des plantes vasculaires et près de 7% des vertébrés (*Numbers of Living Species in Australia and the World*, 2^{ème} édition, <http://www.environment.gov.au/biodiversity/abrs/publications/other/species-numbers/2009/pubs/03-nlsaw-exec-summary.pdf>).

Activité programmée ¹⁴	Produit	Etat d'avancement au mois de novembre 2009
<i>Activité programmée 1: Evaluation des besoins nationaux en matière de taxonomie et identification des priorités</i>	<i>Produit 1.1.1.</i> Élaborer une enveloppe d'appui aux évaluations qui sera postée avant la fin de 2009 sur le portail Web de l'Initiative taxonomique mondiale, en mettant à profit les évaluations faites à ce jour sur le site Internet de BioNET-INTERNATIONAL	L'enveloppe de ressources, constituée pour l'évaluation des besoins nationaux ghanéens en taxonomie, laquelle évaluation est basée sur des protocoles élaborés pour le Royaume-Uni et pour les évaluations mondiales des espèces exotiques envahissantes, a été postée sur le site Internet de BioNET-INTERNATIONAL. L'expérience et les idées émanant d'autres évaluations viendraient enrichir l'ensemble.
	<i>Produit 1.1.2.</i> Evaluation des besoins en matière de taxonomie dans un secteur au moins devra être achevée par 10% des Parties d'ici à 2010 et par 25% de toutes les Parties d'ici à 2012. Les acteurs pourraient inclure les Parties avec le concours d'institutions et de réseaux taxonomiques et des correspondants nationaux de l'Initiative taxonomique mondiale.	Des évaluations des besoins nationaux en matière de taxonomie ont été réalisées, entièrement ou en partie, dans 79 pays ¹⁵ . Certaines de ces évaluations ont été produites dans le cadre de rapports nationaux ou d'ateliers de travail sur l'Initiative taxonomique mondiale (GTI) ou de réunions de réflexion sur la création de réseaux taxonomiques régionaux (ex. : BioNET-PACINET). Plusieurs pays ont identifié leurs priorités, parfois sous forme de lignes très générales, en matière de prestations ou de capacités. Voir la Partie II ci-dessus.
<i>Activité programmée 2: Evaluation des besoins régionaux en matière de taxonomie et identification des priorités</i>	<i>Produit 1.2.1.</i> Achever d'ici à la fin de 2009 une évaluation régionale pilote au moins dans une sous-région des Nations Unies, intégrée à la mise en œuvre d'un domaine thématique ou d'une question intersectorielle de la CDB	Voir la Partie II ci-dessus.
<i>Activité programmée 3: Evaluation des besoins mondiaux en matière de taxonomie.</i>	<i>Produit 1.3.1.</i> Achever d'ici fin 2009 des évaluations mondiales des besoins en matière de taxonomie pour au moins deux domaines thématiques ou questions intersectorielles de la CDB.	Une évaluation des besoins en matière de taxonomie, dans le contexte des espèces exotiques envahissantes, a été abordée à la Partie II.

¹⁴ Les activités programmées pour lesquelles on ne dispose pas d'information n'ont pas été reprises dans ce tableau.

¹⁵ **Antigua-et-Barbuda, Afrique du Sud, Arménia, Australie, Autriche, Bahamas, Belgique, Bénin, Brésil, Botswana, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Canada, Centrafrique**, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Egypte, El Salvador, Espagne, Estonie, Ethiopie, Fiji, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Liban, Lesotho (capacités), Madagascar, Malawi, Malaisie, Malte, Maroc, Maurice (Île), Mexique, Myanmar, Namibie, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Ouganda, Norvège, Palau, Pays-Bas, Philippines, Pologne, République arabe syrienne, République de Corée (liste des taxonomistes), République démocratique du Congo, République dominicaine, République tchèque, Royaume-Uni, Ste-Lucie, Sénégal, Singapour, Slovénie, Suède, Suisse, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Togo, Tunisie – information extraite des Rapports à la Convention.

Activité programmée ¹⁶	Produit	Etat d'avancement au mois de novembre 2009
Activité programmée 4: éducation et sensibilisation du public	<i>Produit 1.4.1.</i> Compiler et diffuser d'ici fin 2009 une enveloppe de ressources comprenant des informations de base et des idées de publicité pour des groupes ciblés.	Des progrès ont été faits par l' <i>European Distributed Institution of Taxonomy</i> (EDIT). Une application de réseau social – EDIT " <i>Scratchpads</i> " ¹⁷ offre des possibilités pour construire des outils et des ressources Web à l'effet de mobiliser et échanger des informations taxonomiques et élaborer de nouveaux contenus. Les informations et les données produites sur Scratchpads peuvent être acheminées à des structures extérieures telles que le Système mondial d'informations sur la biodiversité (GBIF), et l'accès est donné par le biais de Scratchpads à GBIF (partage de données d'occurrence des espèces), à la Bibliothèque du patrimoine de la biodiversité (partage de la littérature de la biodiversité), à Flickr (partage de photographies) et à d'autres;
	<i>Produit 1.4.2.</i> Organiser d'ici à 2010 une exposition au moins, à une institution taxonomique nationale, sur l'importance de la taxonomie mentionnant l'Initiative taxonomique mondiale, aussi bien physiquement que sur la Toile.	Le Museum d'histoire naturelle du Royaume-Uni a ouvert une exposition sur ses activités dans le domaine de la taxonomie.
	<i>Produit 1.4.3.</i> Fournir d'ici à 2015 des pages internet de pays avec des listes d'espèces et des matériels d'identification de la faune et de la flore nationales (émanant des informations disponibles dans la littérature qui constituent les informations de base aux fins de recherches additionnelles).	Aucun pays n'a signalé une quelconque activité même si des exemples de développements avec ces moyens peuvent être trouvés au niveau du Réseau national britannique de la biodiversité, sur le site des Fleurs sauvages d'Israël et sur celui des Plantes d'Afrique australe.
Activité programmée 5: Renforcement des capacités aux niveaux mondial et régional pour favoriser l'accès aux informations taxonomiques et en produire	<i>Produit 2.5.1.</i> Créer un registre en ligne de dépositaires de collections biologiques qui fournit des identificateurs mondialement uniques pour ces collections, et entamer d'ici à 2012 une analyse de pays et de régions qui ne possèdent pas une infrastructure essentielle de collections.	L'objectif du <i>Biodiversity Collections Index</i> est d'aider à une meilleure compréhension, à la conservation et l'utilisation des ressources mondiales en biodiversité en créant un index unique et annoté des collections de biodiversité. En outre, le <i>Biodiversity Collections Index</i> confectionne actuellement une liste des dépositaires. Le site "Collections des insectes et araignées du monde" est le centre d'échange des informations concernant les collections de ces deux espèces dans le monde. Voir également le paragraphe 35 ci-dessus.
	<i>Produit 2.5.2.</i> Toutes les Parties devront d'ici à 2012 élaborer des priorités et plans d'action nationaux et régionaux pour le renforcement des capacités taxonomiques, sur la base des évaluations nationales et régionales des besoins taxonomiques.	L'ESABII a aidé à établir les priorités nationales en Asie du Sud-Est et de l'Est en décembre 2009.

¹⁶ Les activités programmées pour lesquelles on ne dispose pas d'information n'ont pas été reprises dans ce tableau.

¹⁷ <http://scratchpads.eu/>

	<i>Produit 2.5.6.</i> Identifier d'ici à 2010 pour toutes les Parties les collections nationales de référence biologique.	La Corée a mis sur pied un Institut national des ressources biologiques en 2009 au titre de collection de référence. L'ESABII et le Centre de la biodiversité de l'ASEAN aident à identifier les collections en Asie. L'EDIT, ainsi que des participants venant des 30 grandes collections d'Europe et d'Amérique du Nord, facilitent l'accès à l'information numérisée concernant les collections de référence.
<i>Activité programmée 6: Consolidation des réseaux existants aux fins de la coopération régionale dans le domaine de la taxonomie</i>	<i>Produit 2.6.1.</i> Inclure d'ici à 2012 toutes les institutions taxonomiques dans des réseaux appropriés afin d'évaluer et de renforcer les capacités.	Il existe plusieurs réseaux à portée mondiale, qui sont souvent des partenariats locaux (LOOP) du Réseau BioNET-INTERNATIONAL de coopération technique, qui comprend actuellement quelques 153 pays membres. Un pays qui souhaite devenir membre officiel d'un LOOP doit obtenir l'autorisation de son gouvernement.
	<i>Produit 2.6.3.</i> Identifier les plateformes régionales de codes-barres ADN en tenant compte d'autres initiatives pertinentes et les incorporer, d'ici 2010, dans le réseau de laboratoires éminents du Consortium pour le code barre du vivant (CBOL), selon qu'il convient et conformément à la législation nationale.	Le Consortium pour le code barre du vivant (CBOL) organise des réunions régionales. Il est constitué de 170 organisations membres venant de plus de 50 pays.
<i>Activité programmée 7: Mettre au point un système mondial coordonné d'informations dans le domaine de la taxonomie</i>	<i>Produit 3.7.2.</i> Élaborer d'ici à 2012 une norme acceptée à l'échelle internationale pour les descriptions au niveau des collections en vue de clarifier les avoirs des collections avant que tous les spécimens ne soient inclus dans la base de données.	Le <i>Biodiversity Information Standards</i> (TDWG) a élaboré une norme pour l'accès aux données des collections biologiques (ABCD). Voir: http://www.tdwg.org/activities/abcd/
	<i>Produit 3.7.3.</i> Produire d'ici à 2012 une liste de contrôle largement accessible des espèces connues, constituant un pas vers la création d'un registre complet de la flore, de la faune, des microorganismes et autres organismes.	Les bases de données participant au Partenariat sur le Catalogue du vivant ont mis à disposition une liste accessible partout dans le monde couvrant quelques 1,16 million d'espèces connues. Selon la deuxième édition de <i>Numbers of Living Species in Australia and the World</i> , le nombre total accepté des espèces décrites dans le monde est estimé à 1 900 000 espèces. Objectif 1 du GSPC pour l'établissement d'une liste des espèces végétales connues. Cette liste est passée de 20% des plantes en 2004 à environ 70–80 % en 2010.
	<i>Produit 3.7.4.</i> Rendre numériquement disponible d'ici fin 2008 un milliard de fichiers de spécimens.	Au mois d'octobre 2009, le Système GBIF a donné accès à 133 162 268 fiches sur son portail Internet. En outre, il existe encore d'autres ressources numérisées qui ne participent pas encore au GBIF. L'Initiative « Plantes africaines et latino-américaines » financée par Andrew W Mellon implique 120 partenaires répartis aux 4 coins de la planète et a mis plus de 500 000 spécimens types sur le site : http://plants.jstor.org L'institut national sud-africain de la biodiversité (SANBI) entretient quelque 1,2 million de spécimens et les données concernant 1,0 million de ces spécimens ont déjà été saisies sur un système informatique en 2009.

Activité programmée ¹⁸	Produit	Etat d'avancement au mois de novembre 2009
Activité programmée 7: Mettre au point un système mondial coordonné d'informations dans le domaine de la taxonomie	<i>Produit 3.7.5.</i> Accroître les moyens et le rythme de numérisation de la littérature taxonomique, incorporant des interfaces simples et efficaces pour l'emplacement du contenu biologique et l'accès à ce contenu, interopérable avec de grands projets biologiques et structuré conformément à des normes appropriées en matière de données. Les jalons du programme de bibliothèque sur le patrimoine de la diversité biologique sont les suivants : 6 000 000 de pages disponibles d'ici fin 2008; 15 000 000 de pages disponibles d'ici fin 2009; et 25 000 000 de pages disponibles d'ici fin 2010.	En septembre 2009, la Bibliothèque du patrimoine de la biodiversité proposait quelques 16 millions de pages sur plus de 39 000 volumes. Un fonds documentaire taxonomique sur support numérique existe également chez d'autres initiatives telles que AnimalBase, et plusieurs journaux spécialisés numérisent leurs contenus.
	<i>Produit 3.7.6.</i> Élaborer d'ici à 2010 au moins cinq traitements taxonomiques fondés sur la Toile qui couvriront de grands groupes taxonomiques, des écosystèmes ou des régions et ce, en vue de pouvoir faire une étude comparée de leur utilité.	Le projet CATE a conçu une application Web pour le traitement taxonomique des <i>Araceae</i> (palmiers) et des <i>Sphingidae</i> (sphinx). Trois groupes cibles sont pris en charge par des membres du projet EDIT et, grâce à l'outil "Scratchpad", plusieurs taxonomistes collaborent maintenant grâce à des applications Web au traitement des données taxonomiques.
	<i>Produit 3.7.7.</i> Élaborer d'ici à 2010 un prototype de système mondial d'information (GSIS) librement accessible sur les espèces comme l'a demandé l'"Initiative 2010 de Postdam", ainsi que, d'ici 2020, une version globale contenant des informations sur toutes les espèces.	Des éléments de ce système sont développés par plusieurs intervenants dont TDWG, GBIF, EDIT, <i>Atlas of Living Australia</i> et l'Encyclopédie du vivant (EoL), pour arriver à réaliser l'objectif fixé à 2020 du nouveau plan stratégique de la Convention.
	<i>Produit 3.7.8.</i> Créer d'ici à 2010 un système de pages internet sur les espèces, avec la participation de la communauté, ainsi qu'un programme pour leur expansion et leur durabilité.	Le projet Encyclopédie du vivant (EoL) conçoit un système devant permettre un accès libre à des pages sur les espèces appelé « Wikispecies ». Des milliers de pages-espèces ont été déjà apprêtées dans le cadre d'autres initiatives.

¹⁸ Les activités programmées pour lesquelles on ne dispose pas d'information n'ont pas été reprises dans ce tableau.

Activité programmée	Produit	Etat d'avancement au mois de novembre 2009
<i>Activité programmée 12: Diversité biologique agricole</i>	<i>Produit 4.12.3.</i> Élaborer et commencer à expérimenter d'ici à 2010 les codes-barres ADN en tant que système d'identification de taxons pilotes (p.ex. mouches à fruit téphritides ou cochenilles coccines) aux fins d'inspections agricoles aux frontières.	La <i>Tephritid Barcode Initiative</i> est un "projet de démonstration" de deux ans, en cours de réalisation, qui débouchera sur la création d'un système opérationnel d'identification des mouches des cerises dans le monde. D'autres initiatives de code-barres portent sur les oiseaux, les poissons, les moustiques, les lépidoptères, les biotes de la région polaire et le zooplankton marin. L'Institut de recherche sur la protection des plantes d'Afrique du Sud pilote un projet de développement d'une collection de référence sur les insectes assortie de la base de données des codes-barres génétiques. L'objectif étant de mettre au point un système d'identification de portée régionale.
<i>Activité programmée 15: Accès et partage des avantages</i>	<i>Produit 5.15.2.</i> Convoquer, avant et au moment de la réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques précédant la dixième réunion de la Conférence des Parties au plus tard, un atelier international des autorités nationales compétentes et des correspondants nationaux de l'Initiative taxonomique mondiale et de l'accès et du partage des avantages pour débattre des obstacles au transfert international de biomatériels à des fins de recherche non commerciale, conformément à la législation nationale et aux obligations internationales en vigueur relatives au consentement préalable en connaissance de cause.	Dix agences nationales et organisations scientifiques internationales ont tenu un atelier de travail à Bonn (Allemagne) en novembre 2008, pour traiter de la question de "l'accès et le partage des avantages dans la recherche en biodiversité à des fins non commerciales". Cinquante-un participants de 24 pays y ont été invités sur la base de leurs expériences dans les questions de la CDB et de l'accès et du partage des avantages ; ces participants viennent d'organismes de recherche en biologie, d'agences gouvernementales et de conception de politiques, d'ONG et d'autres acteurs. Les participants représentent de façon équilibrée les régions géographiques et les perspectives scientifiques en présence. Les résultats de cet atelier de travail ont été rendus publics et transmis aux réunions traitant du régime proposé d'accès et de partage des avantages. Le document UNEP/CBD/WG-ABS/7/INF/6 contient un rapport succinct de cet atelier de travail.
<i>Activité programmée 16: espèces exotiques envahissantes</i>	<i>Produit 5.16.1:</i> Fournir d'ici à 2010 des listes et des informations relatives aux espèces exotiques envahissantes pour tous les pays.	La Base de données mondiale sur les espèces envahissantes (IUCN SSC) publie des informations sur ces espèces sur le Web. Le Réseau mondial d'information sur les espèces envahissantes (GISIN) a organisé des ateliers de travail pour intégrer les bases de données existantes concernant ces espèces. Le Projet Inventaire des espèces invasives en Europe (DASIE) a recensé 11 000 espèces exotiques en Europe et a posté la base de données sur Internet. Le Réseau d'Europe du Nord et de la Baltique sur les espèces exotiques envahissantes (NOBANIS) est un portail d'informations sur les espèces exotiques et envahissantes en Europe centrale et septentrionale. Toutefois, l'intégration/interopérabilité des bases de données n'est pas encore achevée en raison de la coordination limitée entre les différents fournisseurs de données.
<i>Activité programmée 19: Aires protégées</i>	<i>Produit 5.19.1.</i> Fournir d'ici à 2010 pour chaque aire protégée des inventaires sur au moins les mammifères, les oiseaux, les reptiles, les amphibiens, les poissons et les papillons.	Grâce à la collaboration entre le Centre de la surveillance de la conservation du PNUE (WCMC-PNUE) et le Système mondial d'informations sur la biodiversité (GBIF), des informations sur l'occurrence des espèces dans les aires protégées, provenant de la base de données du GBIF, ont été versées dans la Base de données mondiale sur les aires protégées (www.wdpa.org).

¹⁹ Les activités programmées pour lesquelles on ne dispose pas d'information n'ont pas été reprises dans ce tableau.

<i>Activité programmée 19: Aires protégées</i>	<i>Produit 5.19.3.</i> Créer un projet pilote pour démontrer l'identification des habitats et arrêter les priorités pour établir de nouvelles zones protégées, par le biais de la planification de la distribution des espèces aux niveaux local, national et régional à identifier et diffuser d'ici à 2009 au moyen du mécanisme du centre d'échange.	Le réseau <i>Network for Conservation Practitioners</i> (NCEP) propose des outils de modélisation de la répartition géographique des espèces. Voir le site : http://biodiversityinformatics.amnh.org/index.php?section=sdm_build Open Modeller Project in Brazil provide links to available tools at http://openmodeller.cria.org.br/ WCMC-PNUE: le consortium GLOBIO a élaboré un modèle spatial à l'échelle mondiale produisant des scénarios des impacts passés et futurs des changements environnementaux sur la biodiversité.
------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------
